

Convention collective départementale

**IDCC : 9161. – ENTREPRISES AGRICOLES DE POLY CULTURE, ÉLEVAGE,
VITICULTURE, HORTICULTURE ET PÉPINIÈRES
(Charente)
(7 juin 1990)**

(Etendue par arrêté du 13 juin 1991,
Journal officiel du 29 juin 1991)

AVENANT N° 2 DU 21 NOVEMBRE 2014

NOR : AGRS1597092M

Entre :

L'UDSEA de la Charente ;

Le syndicat horticole de la région Poitou-Charentes ;

La fédération des CUMA de la Charente,

D'une part, et

L'UD CFDT de la Charente ;

Le syndicat départemental des cadres d'entreprises agricoles CGC (Charente, Charente-Mari-
time),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Modifications apportées à l'accord du 2 juin 2009

L'article 13 « Cessation des garanties, portabilité et transférabilité » est modifié comme suit :

« 13.1. Cessation des garanties

Pour tout salarié, la garantie cesse d'être accordée à la cessation du contrat de travail qui le lie à l'entreprise adhérente.

13.2. Portabilité

Toutefois, les salariés bénéficient, à compter du 1^{er} juin 2014, du maintien à titre gratuit des garanties du régime en cas de cessation du contrat de travail, non consécutive à une faute lourde, ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions suivantes :

- le maintien des garanties est applicable à compter de la date de cessation du contrat de travail et pendant une durée égale à la période d'indemnisation de l'assurance chômage, dans la limite de la durée du dernier contrat de travail ou, le cas échéant, des derniers contrats de travail lorsqu'ils sont consécutifs chez un même employeur. Cette durée est appréciée en mois, le cas échéant arrondie au mois supérieur, sans pouvoir excéder 12 mois ;

- le bénéfice du maintien des garanties est subordonné à la condition que les droits à remboursements complémentaires aient été ouverts chez le dernier employeur ;
- les garanties maintenues sont celles en vigueur dans l'entreprise ;
- l'ancien salarié justifie auprès de l'organisme assureur, à l'ouverture et au cours de la période de maintien de garanties, des conditions prévues au présent article, en fournissant également les justificatifs mentionnés ci-après ;
- l'employeur signale le maintien des garanties dans le certificat de travail et informe l'organisme assureur de la cessation du contrat de travail.

Ces dispositions sont applicables dans les mêmes conditions aux ayants droit du salarié qui bénéficiaient effectivement des garanties à la date de cessation du contrat de travail.

Pour bénéficier du maintien, le salarié doit fournir l'ensemble des justificatifs qui lui sont demandés par l'organisme assureur, et notamment le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations sont dues.

13.3. Transférabilité de l'ancienneté acquise dans un précédent contrat à un nouvel employeur

Le bénéfice du régime complémentaire frais de santé peut être maintenu si le salarié est embauché dans un délai de 6 mois suivant la rupture de son contrat de travail dans une entreprise relevant du champ d'application du présent accord, au profit du salarié bénéficiant également dudit accord dans la précédente entreprise et ayant 6 mois d'ancienneté à la date de la rupture, sous réserve d'en informer son nouvel employeur par écrit. Dans ce cas, la couverture frais de santé chez le nouvel employeur prend effet dès la date d'embauche. »

L'article 17 « Maintien des garanties au profit des anciens salariés et des ayants droit d'un salarié décédé » est modifié comme suit :

« Conformément aux dispositions prévues par l'article 4 de la loi Evin n° 89-1009 du 31 décembre 1989, la garantie frais de santé peut être maintenue par la souscription d'un contrat individuel proposé par l'organisme assureur, sans condition de période probatoire ni d'examens ou questionnaires médicaux au profit des personnes suivantes :

- les anciens salariés bénéficiaires de prestations d'incapacité ou d'invalidité ;
- les anciens salariés bénéficiaires d'une pension de retraite ;
- les anciens salariés privés d'emploi, bénéficiaires d'un revenu de remplacement ;
- les ayants droit qui étaient garantis par l'intermédiaire d'un salarié décédé.

L'organisme assureur procédera à la collecte de la cotisation avec une majoration maximum de 50 % par rapport à la cotisation globale des actifs (part employeur et part salarié).

Les intéressés devront en faire la demande auprès de l'organisme assureur dans les 6 mois suivant la rupture du contrat de travail ou, le cas échéant, dans les 6 mois qui suivent le terme de couverture au titre de la portabilité visée à l'article 13.2 ci-après ; ou le décès du salarié.

Dans les cas où le salarié ne bénéficie pas de la portabilité, le bénéfice du régime complémentaire frais de santé peut être maintenu au profit du salarié visé au 13.3 de l'accord, pendant la période au cours de laquelle il n'est pas employé, par le biais d'une affiliation individuelle d'une durée maximum de 6 mois civils à compter du premier jour suivant celui de la rupture de son contrat de travail. La cotisation correspondante, identique à celle prévue par le régime pour les salariés, est à sa charge exclusive.

Cette affiliation individuelle cesse à la date d'embauche chez le nouvel employeur relevant du présent accord et reprenant les droits du salarié concerné.

Le bénéfice du régime complémentaire frais de santé peut être maintenu au profit de tout salarié dont le contrat de travail est rompu, à titre facultatif, aux mêmes conditions tarifaires, pendant un délai de 6 mois à compter de ladite rupture. Dans ce cadre, l'organisme assureur procède à la collecte de la cotisation, à la charge exclusive du salarié.

Au terme du maintien ci-dessus, y compris le maintien au titre de la portabilité tel que défini à l'article 13.2 de l'accord, l'ancien salarié a la possibilité d'adhérer, à titre individuel, à la garantie frais de santé proposé par l'organisme assureur. »

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur le premier jour du trimestre civil qui suit la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

Article 3

Dépôt et extension

Le présent avenant sera établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Angoulême, le 21 novembre 2014.

(Suivent les signatures.)